



Augmentation des amendes : le gouvernement du Québec fait un important bond en avant

Drummondville, le 19 avril 2010 – Le Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec (CRECQ) accueille avec une très grande satisfaction l'annonce faite jeudi dernier par Mme Line Beauchamp, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, concernant le projet de loi visant à renforcer le respect de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). Ce faisant, le gouvernement du Québec fait un pas majeur en faveur de la mission de base du MDDEP, la protection de l'environnement.

Le CRECQ est ravi que les nouvelles pénalités financières et amendes qui sont distribuées à quiconque ne respecte pas la Loi sur la qualité de l'environnement soient dorénavant plus élevées et émises plus rapidement. Le CRECQ y voit d'ailleurs plusieurs avantages :

- Étant plus élevées, les amendes deviennent plus dissuasives, ce qui répond au premier objectif recherché, soit d'éviter les dommages à l'environnement et à la santé, souvent irréversibles.
- Des amendes plus salées permettent d'avoir des pénalités qui correspondent à la valeur du bien endommagé ou perdu. Les amendes ne sont pas des droits de polluer.
- Enfin, en inversant le fardeau de la preuve pour le transférer au contrevenant, cela décuple la capacité du ministère à assurer le respect des lois et règlements puisque la procédure d'enquête, d'analyse et de suivi s'en trouve nettement réduite. « C'est bien d'avoir des lois et des règlements, encore faut-il avoir les moyens de les faire respecter », rappelle Philippe Bourke, directeur général du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ).

Le RNCREQ intervient régulièrement pour demander au gouvernement du Québec d'accorder au MDDEP plus de moyens pour assurer sa mission de protection de l'environnement. Cela passe par davantage de ressources humaines et matérielles, certes, mais aussi par des outils mieux adaptés. « Nous sommes donc heureux que le gouvernement mette en place ces instruments et nous souhaitons qu'il poursuive dans cette bonne voie », ajoute Philippe Bourke.

Le CRECQ profite de l'occasion pour réitérer l'importance de procéder à une mise à jour du régime québécois de protection de l'environnement. C'est une excellente chose de procéder à une réforme des amendes, mais on doit aussi questionner l'efficacité globale du régime, notamment en ce qui concerne la procédure d'évaluation environnementale, les normes, etc.

– 30 –

Source : Marie-Pier Vincent
Responsable des communications
Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec ([CRECQ](http://www.crecq.qc.ca))
819 475-1048 poste 211
mariepier.vincent@crecq.qc.ca



CRECQ
Conseil régional de
l'environnement du
Centre-du-Québec

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

Le CRECQ

Organisme à but non lucratif créé en 1997, il regroupe de nombreux intervenants provenant de plusieurs secteurs d'activité (institutions, entreprises, groupes environnementaux, individus, etc.) et intéressés à la protection de l'environnement et au développement durable. L'organisme est reconnu officiellement comme l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière d'environnement régional. Il favorise une approche de concertation en vue de trouver des solutions aux problèmes environnementaux du Centre-du-Québec. Pour plus de détails sur l'organisme, visitez le www.crecq.qc.ca.

Le RNCREQ

Fondé en 1991, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) a, quant à lui, pour mission de contribuer au développement et à la promotion d'une vision nationale du développement durable au Québec, de représenter l'ensemble des CRE et d'émettre des opinions publiques en leur nom. Le RNCREQ oeuvre dans la plupart des grands dossiers environnementaux (changements climatiques, matières résiduelles, gestion de l'eau, énergie, forêts, agriculture, etc.) et est un acteur influent dans le domaine de l'environnement au Québec.